



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.102
7 décembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA CENT DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 4 décembre 1985, à 10 h 30

Président : M. de PINIES (Espagne)

puis : M. BOUZIRI (Vice-Président) (Tunisie)

La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix [21] (suite)

Question de Palestine [33] (suite) :

- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
- b) Rapport du Secrétaire général
- c) Projets de résolution

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 11 heures.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : J'informe les représentants qu'un projet de résolution (A/40/L.34) a été distribué sur ce point de l'ordre du jour.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

QUESTION DE PALESTINE

- a) RAPPORT DU COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN (A/40/35)
- b) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/168)
- c) PROJETS DE RESOLUTION (A/40/L.23 à A/40/L.25)

M. KULAWIEC (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : Nos délibérations sur la question de Palestine se déroulent au moment où nous commémorons des événements historiques d'une importance extraordinaire pour le peuple palestinien. En 1947, les Nations Unies ont approuvé la partition de la Palestine; une année plus tard, une résolution sur le rapatriement des Palestiniens a été adoptée; et en 1965, à cette époque de l'année, la première opération du Fatha a été effectuée dans la Palestine occupée. Qu'il me soit permis de rappeler un autre événement historique qui, en 1945, a retenu l'attention mondiale et qui, compte tenu de son importance, n'a pas été oublié et ne saurait l'être dans l'avenir. Il y a 40 ans, à cette époque de l'année également, commençait à Nuremberg le procès des principaux criminels de guerre, les dirigeants du III^e Reich. Le déroulement et l'issue du procès de Nuremberg ont démontré que la communauté internationale ne saurait pardonner les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Cette conclusion demeure valable aujourd'hui et s'applique à toutes les parties du monde, y compris au Moyen-Orient.

Notre Organisation a déployé des efforts considérables pour instaurer la paix et la sécurité au Moyen-Orient et pour garantir les droits de l'homme fondamentaux à tous les peuples vivant dans la région. Cependant, nous regrettons de constater qu'une solution juste à la question de Palestine n'a toujours pas été trouvée. Le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien mentionne des faits qui montrent que, au contraire, la situation a tendance à s'aggraver.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

Notre position sur cette question reste ferme et inchangée. Le Gouvernement tchécoslovaque a réaffirmé sa position dans le message de salutations qu'il a adressé à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, et dans lequel il déclare :

"Le peuple de la République socialiste tchécoslovaque suit avec compréhension et grande sympathie la juste lutte de l'héroïque peuple arabe de Palestine pour la réalisation de ses droits inaliénables nationaux, notamment de ses droits à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant sur son territoire. Nous condamnons avec une profonde indignation les efforts faits par les Etats-Unis, Israël et les forces réactionnaires pour imposer aux pays arabes une capitulation sous forme d'une solution séparée qui entraverait une solution équitable de la question de Palestine, qui est au coeur du problème du Moyen-Orient, et permettrait à Israël de poursuivre sa politique expansionniste de répression et de massacre des patriotes palestiniens et de fouler aux pieds les droits du peuple palestinien."

Nous nous indignons lorsque nous recevons des nouvelles révélant la répression continue dont est l'objet la population des territoires occupés de la part d'Israël dont le dessein est de maintenir sa position qui résulte de son agression expansionniste. Malgré l'opposition de l'opinion publique mondiale exprimée dans des résolutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales ainsi que dans d'autres documents internationaux, Israël ne cesse de poursuivre ses plans d'annexion et de colonisation et sa répression par la force brutale de la résistance légitime des habitants des territoires occupés, qu'il soumet à une oppression systématique dans les domaines politique, économique, moral et physique, tout en attaquant ceux qui ont été forcés en raison de sa politique de fuir vers d'autres territoires - comme le démontrent, par exemple, ses attaques répétées contre les camps palestiniens au Liban. Cette politique s'est manifestée notamment dans le bombardement terroriste brutal du siège de l'OLP en Tunisie. Il est clair que l'objectif de ce crime n'était pas d'exercer des représailles contre des actes commis par des Palestiniens. Le journaliste israélien, Amnon Kapeliouk, a écrit dans le numéro mensuel de novembre du Monde diplomatique :

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

"... le Gouvernement en Israël, qui est en fait un gouvernement de 'paralysie diplomatique' pour tout ce qui concerne les efforts de paix avec le monde arabe - avec les Palestiniens en particulier. On savait qu'Israël n'était pas enthousiaste à l'égard de l'initiative jordano-palestinienne, loin de là. Ce que sa diplomatie recherchait, c'était un accord direct avec la Jordanie qui permettrait enfin d'installer en Cisjordanie l'autonomie 'à la Begin'.

M. Begin avait cherché à détruire physiquement l'OLP lors de la guerre au Liban pour imposer son 'autonomie administrative'. ...M. Pérès, quant à lui, cherche à éliminer cette même organisation de la carte politique pour forcer le roi Hussein à signer une paix séparée avec Israël."

Cette politique a été pratiquée par Israël dans les territoires occupés, l'annexion illégale de Jérusalem-Est et des hauteurs du Golan et l'occupation continue du Sud-Liban, tout cela révèle la véritable nature des pourparlers séparés dont le but est de permettre la poursuite de cette politique qui doit être condamnée. Cette politique nuit au premier chef au peuple arabe de Palestine ainsi qu'aux peuples des autres pays arabes, et elle reflète clairement les intérêts de l'impérialisme mondial qui continue d'accorder à Israël assistance et protection au mépris de nombre de résolutions et d'appels des Nations Unies.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

La classe politique d'Israël joue, dans cette politique, le rôle de force de frappe dirigée contre le développement progressiste du monde arabe. Ainsi, la crise du Moyen-Orient n'est pas seulement un conflit aigu entre les milieux sionistes qui dirigent à l'heure actuelle Israël et le peuple arabe, mais aussi une lutte entre le mouvement de libération nationale arabe et une des formes et branches de l'impérialisme mondial, appuyée sans réserve par les milieux impérialistes antipopulaires des Etats-Unis. Le terme de coopération entre Partenaires, fondée sur le principe des vases communicants, serait plus approprié pour qualifier cet appui.

Les représentants d'Israël et certains de leurs alliés les plus proches utilisent très souvent un cliché en soulignant la nécessité de fournir des garanties effectives à l'existence de l'Etat d'Israël. Le Président du Congrès juif mondial, Nahum Goldman, a déclaré à ce propos, en 1975, dans une interview accordée à l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel, ce qui suit :

"L'éternelle question de garantie absolue est une question naïve de la part d'une nation persécutée qui n'a pas eu de politique depuis 2 000 ans. Si l'existence d'Israël n'avait pas commencé, en 1948, par une guerre, il aurait pu s'attacher davantage à la qualité qu'à la quantité et n'aurait pas été armé par l'Ouest à une aussi grande échelle. Depuis lors, le premier commandement d'Israël aurait dû être de se joindre, sur les plans économique et autres, à la famille des nations du Moyen-Orient et de coopérer avec elle. C'est là, à long terme, sa seule garantie réelle d'existence."

Il ressort donc des propos de Goldman que l'avenir de l'existence d'Israël est entièrement entre ses mains. Aussi le gouvernement de cet Etat doit-il tenir compte des réalités de la situation internationale et rechercher une solution juste à la question de Palestine. Israël doit abandonner sa politique d'agression, de colonisation et d'annexion.

Nous demandons le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes occupés, y compris le secteur arabe de Jérusalem. Le peuple arabe de Palestine doit pouvoir exercer immédiatement et pleinement tous ses droits nationaux inaliénables, notamment le droit de retourner dans ses foyers, le droit à l'autodétermination et le droit de créer son propre Etat indépendant sur son sol national.

Puisque nous parlons d'un règlement juste et global du conflit du Moyen-Orient, et en particulier de ce qui en constitue le coeur - la question de

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

Palestine - nous devons souligner que seuls des efforts multilatéraux déployés par toutes les parties intéressées permettront d'y parvenir. C'est pourquoi nous appuyons pleinement la proposition de l'Union soviétique tendant à convoquer une conférence internationale, avec une participation égale de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine.

La Déclaration de Sofia, adoptée par le Comité consultatif politique des Etats membres du Traité de Varsovie, affirme que le règlement des problèmes du Moyen-Orient serait facilité par le renforcement de l'unité, notamment au sein du mouvement palestinien. Un mouvement palestinien uni représenté par l'OLP constitue l'une des conditions préalables si l'on veut aboutir avec succès à une solution de la question de Palestine. Depuis sa création, l'OLP a prouvé au monde avec quelle vitalité elle gère les affaires du peuple arabe de Palestine. C'est pourquoi, même aux Nations Unies, les Palestiniens ne sont pas séparés de l'OLP et un appui quasi unanime est apporté aux demandes justes et légitimes en vue de négocier la question de Palestine avec l'OLP, en tant que représentant d'une nation souveraine et indépendante. Quiconque souhaite négocier avec les Palestiniens doit le faire avec l'OLP.

La délégation tchécoslovaque fait siennes les conclusions du rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'après lesquelles les Nations Unies ont l'entière responsabilité d'assurer les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté, au retour dans ses foyers et au recouvrement de ses biens, ainsi que de veiller à sa protection physique et à ses conditions de vie dans les camps de réfugiés. Pour que l'Organisation puisse s'acquitter de cette mission de responsabilité, il faut que tous ses Membres fassent preuve de la volonté politique nécessaire. Sans cette condition préalable, les chances d'aboutir à un règlement juste au Moyen-Orient seront très faibles et il faudra attendre encore longtemps avant que le peuple arabe de Palestine jouisse pleinement de sa liberté et que ce danger grave pour la paix et la sécurité internationales soit écarté.

La République socialiste tchécoslovaque est prête à continuer d'appuyer les efforts visant un règlement juste et global au Moyen-Orient, ainsi que la sauvegarde des droits légitimes du peuple palestinien.

M. ZAIN AZRAAI (Malaisie) (interprétation de l'anglais) : Ce n'est pas par hasard que la question dont est saisie l'Assemblée s'intitule "Question de Palestine", car ce qui est en cause, c'est la Palestine : le droit du peuple palestinien d'exister dans un Etat indépendant. Il ne s'agit pas d'un conflit frontalier entre la Jordanie et Israël, qui ne pourrait guère être appelé question de Palestine. Il ne s'agit pas non plus du sort des réfugiés palestiniens qui languissent dans des camps depuis plus de 40 ans, puisque cette question est débattue ailleurs dans cette assemblée. Il s'agit - je le répète - du peuple palestinien et de son droit d'exister dans un Etat indépendant de Palestine.

M. Zain Azraai (Malaisie)

Ce droit lui a été refusé, non seulement en fait mais aussi en principe, par Israël qui invoque les moindres détails historiques pour essayer d'étayer sa position. Il serait vain d'aller plus avant dans cet argument académique qui, de toute façon, s'est réfuté de lui-même lors des débats à l'Assemblée et ailleurs et risquerait aussi de remettre en question le droit de bien des pays représentés ici d'exister en tant qu'Etats. Mais, point n'est besoin de remonter à la préhistoire, à l'histoire ancienne, à l'époque des Romains ou même à une époque plus récente : aux 13 siècles d'histoire arabe et ottomane qui ont précédé la première guerre mondiale. La question est simple : la responsabilité internationale des Nations Unies à l'égard de la Palestine découle inexorablement du statut de cette dernière en tant que territoire dans le cadre du système de mandat de la Société des Nations. Qui plus est, ce territoire appartient au groupe A et, aux termes du Pacte de la Société des Nations, l'existence des territoires de ce groupe :

"comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules." (Pacte de la Société des Nations, art. 22)

Les Nations Unies ne se sont toujours pas acquittées de la responsabilité qu'elles assument à l'égard du peuple palestinien depuis 1947. Sauf pour des raisons politiques, personne ne peut nier que les Palestiniens - musulmans, chrétiens et juifs - forment un peuple ancien et historique. Pourquoi est-il donc privé du droit le plus élémentaire qu'a n'importe quel peuple, grand ou petit, aussi récente soit son histoire : le droit à son propre Etat indépendant? En fait, ce droit lui est nié par ceux-là même qui débordent d'éloquence et s'indignent lorsqu'il est suggéré que les Israéliens ne devraient pas disposer d'un Etat indépendant qui leur soit propre. Comment Israël et les amis d'Israël peuvent-ils insister sur le droit d'Israël à exister alors qu'ils refusent ce même droit à la Palestine?

Nous entendons encore et encore dans cette salle défendre la liberté, la démocratie, l'autodétermination et autres nobles principes. A ceux qui parlent en ces termes ma délégation voudrait simplement demander : au nom de quoi peut-on nier au peuple palestinien son droit à un Etat indépendant qui lui soit propre?

M. Zain Azraai (Malaisie)

En guise de réponse, l'on invoque parfois aussi l'argument de la sécurité nationale d'Israël. Outre le fait que cette sécurité peut être garantie de bien d'autres manières, cela constitue-t-il un sérieux argument de la part d'Etats qui sont les premiers à condamner vigoureusement de tels arguments lorsqu'ils sont avancés pour justifier - et je prends des exemples débattus il y a quelques semaines à peine à l'Assemblée - l'invasion soviétique de l'Afghanistan ou l'invasion vietnamienne du Kampuchea, le principe du droit d'exister en tant que nations indépendantes n'étant d'ailleurs pas nié aux peuples afghan et kampuchéen? Est-ce que l'argument de la sécurité d'un Etat peut-être raisonnablement invoqué pour nier à un peuple son droit à l'autodétermination? Combien d'Etats Membres de cette assemblée n'auraient pas vu le jour ou auraient cessé d'exister si cet argument avait prévalu?

Pas plus les arguments historiques que ceux de sécurité ne peuvent justifier le déni au peuple palestinien de son droit à un Etat indépendant qui lui soit propre. Ce déni est la cause fondamentale du conflit qualifié de conflit arabo-israélien. Ma délégation préférerait que l'on parle de conflit israélo-palestinien car en fait ce sont bien là les parties directement intéressées, même si les Palestiniens considèrent qu'ils appartiennent à la grande nation arabe. Ce sont donc eux qui doivent résoudre le conflit et ma délégation demande à ceux qui insistent sur des pourparlers directs entre les parties en cause : quelles sont-elles, sinon les Israéliens et les Palestiniens?

Les Nations Unies ont reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme étant le seul représentant légitime du peuple palestinien. Mais ce n'est pas assez. Cette reconnaissance ne fait que refléter la volonté du peuple palestinien. Mais, comme toute les puissances coloniales, Israël nie toujours cette réalité. Il n'y a pas que l'OLP, dit-on, ou encore il y a des divisions dans ses rangs, etc., comme si même dans les démocraties les plus solides il n'y avait qu'un seul point de vue monolithique. Mais nous connaissons les litanies du colonialisme pour les avoir souvent entendues. L'on ne peut pourtant pas nier indéfiniment l'existence d'un mouvement de libération nationale. En dépit de l'imposante puissance militaire qu'Israël a déchaînée contre l'OLP, en dépit de la campagne de terreur, d'intimidation et de harcèlement, le peuple palestinien a su, au prix de son sang, de sa sueur et de ses larmes, montrer sa fidélité à l'OLP.

M. Zain Azraai (Malaisie)

En dépit de l'impressionnante campagne de propagande qu'Israël a lancée à travers le monde à propos du prétendu terrorisme de l'OLP, la communauté internationale ne s'est pas départie de son engagement envers l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de ce prétendu terrorisme de l'OLP. Premièrement, la Malaisie regrette qu'on exploite grossièrement à des fins politiques l'émotion suscitée par les victimes du terrorisme. Ne trahissons pas leur mémoire. Puisse l'âme de ces victimes pleurées par nous tous reposer en paix sans qu'aucun ne les exploite.

Deuxièmement, nous remarquons que l'OLP - comme tous les Etats - n'a cessé de dénoncer et de condamner énergiquement les actes de terrorisme. Mais bien sûr, ceux qui préfèrent être aveugles ne s'en sont pas aperçu.

Troisièmement, qui sont en fait les terroristes? Point n'est besoin de remonter jusqu'aux groupes terroristes israéliens de l'époque du mandat sur la Palestine. Je me contenterai de demander : est-ce que le fait de lâcher des bombes à haute altitude ou de lancer des missiles à longue distance sur des camps ou des agglomérations n'est pas un acte de terrorisme simplement parce que nous ne voyons pas les victimes qui sont tuées ou mutilées?

Quatrièmement, le recours aux armes pour résister à l'occupation, à la domination et à la colonisation étrangères n'est pas du terrorisme.

Cinquièmement, à un niveau plus international, le débat sur le terrorisme, qui concerne chacun d'entre nous, perdrait toute sa signification si pour servir des fins politiques l'on persistait à associer insidieusement le terrorisme et l'OLP et à considérer chaque membre de l'OLP, et en fait quiconque tente de résister à l'occupation militaire israélienne sur la Rive occidentale et à Gaza, comme des terroristes ou des terroristes en puissance. Ces efforts falsifient la vérité, détournent des problèmes et chacun d'entre nous en paiera le prix.

Je reviens à présent à la question des négociations directes, sous toutes auspices qu'elles jugeraient acceptables, entre les parties directement en cause lesquelles sont - et nous insistons là-dessus - Israël et l'OLP représentant le peuple palestinien. Certains disent que l'OLP doit tout d'abord reconnaître Israël, condition préalable, non pas à l'indépendance palestinienne mais pour que l'OLP soit acceptée comme partenaire à toute discussion sur l'avenir des

M. Zain Azraai (Malaisie)

Palestiniens. Autrement dit, il faut que l'OLP reconnaisse de façon explicite Israël avant qu'on lui permette de jouer un rôle indéterminé dans de vagues négociations sur l'avenir incertain de la Palestine. S'agit-il là d'une proposition raisonnable, sérieuse? L'OLP a dit nettement accepter le Plan de Fès des chefs d'Etat et de gouvernement arabes de même que la Déclaration publiée à l'issue de la Conférence internationale sur la question de Palestine tenue à Genève, Déclaration dont les dispositions concernant l'indépendance et la sécurité de tous les Etats du Moyen-Orient sont sans équivoque pour qui veut bien les lire. Mais apparemment, tout cela n'est pas suffisant.

M. Zain Azraai (Malaisie)

Et pourtant, poussons plus loin notre argument. Demandons à ceux qui appuient Israël, qui insistent sur une reconnaissance explicite d'Israël par l'OLP, s'ils ont de même demandé à Israël de reconnaître explicitement l'OLP et le statut d'Etat de la Palestine? Nous connaissons tous la réponse. Soit! Mais s'il ne s'agit pas d'une reconnaissance explicite, peut-être s'agit-il d'une reconnaissance implicite? Nous connaissons tous la réponse. Et pourtant, il y a plus. Non seulement Israël n'a reconnu, explicitement ou implicitement, ni l'OLP ni le statut d'Etat de la Palestine, mais il a explicitement et à de nombreuses reprises rejeté toute possibilité de traiter avec l'OLP ou d'envisager le statut d'Etat de la Palestine. Donc, qui devons-nous accuser?

Entre-temps, l'agonie sur la rive occidentale et à Gaza persiste. Cela ressort à l'évidence du rapport du Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, sous la présidence de l'ambassadeur Massamba Sarré du Sénégal. La Malaisie voudrait lui rendre hommage et lui exprimer toute sa reconnaissance et son admiration.

Israël continue de "créer de nouveaux faits" qui entravent une solution juste et pacifique. Je voudrais simplement citer le rapport du Comité pour souligner mes propos :

- "... les Israéliens avaient poursuivi leur politique illégale d'implantation et de renforcement de colonies juives dans les territoires palestiniens occupés, et qu'ils avaient..." (A/40/35, par. 19)

ou

"... la poursuite de la politique d'implantation de colonies ... s'était accompagnée de mesures visant à étouffer toute forme d'expression politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien, ainsi que d'actes de violence, d'intimidation et de provocation commis à l'égard de Palestiniens par des colons israéliens armés..." (Ibid., par. 20)

ou

... d'après un rapport publié par l'organisation Law in the Service of Man (Le droit au service de l'homme), organisation affiliée à la Commission internationale de juristes..., les Israéliens utilisent la détention arbitraire assortie de tortures et de diverses formes de mauvais traitements pour intimider les Palestiniens". (Ibid., par. 21)

M. Zain Azraai (Malaisie)

ou

"... ont aussi cité des cas de détention sans inculpation, de torture et de mauvais traitements infligés aux Palestiniens dans les prisons et les centres de détention israéliens - brutalité gratuite, prisons surpeuplées, nourriture insuffisante, manque d'eau et de soins médicaux, déni de matériel éducatif, discrimination" (Ibid., par. 21)

ou

"Cherchant à réprimer l'opposition palestinienne à l'occupation, les autorités israéliennes ont systématiquement dispersé les manifestations, fait des rafles dans les maisons, dans les villages et les camps de réfugiés, déclaré certains secteurs 'zones militaires' pour les boucler ensuite, et pratiqué diverses formes de punition collective - rasant les maisons, fermant les boutiques et imposant des couvre-feux" (Ibid., par. 22)

ou

"Les libertés dans le domaine de l'enseignement et de la culture ont continué à être violées... : fermeture répétée des établissements d'enseignement, confiscation des biens culturels, interdiction d'organiser des expositions culturelles, répression armée et emprisonnement d'étudiants activistes..." (Ibid., par. 26)

ou encore

"Parallèlement à ces politiques et pratiques répressives ... Israël continue d'appliquer des mesures destinées à renforcer son contrôle sur la plupart des aspects de la vie quotidienne en vue de ... transformer [les territoires occupés] en une entité dépendante qu'il puisse finalement absorber et annexer" (Ibid., par. 27)

Inutile d'aller plus loin. Tout cela est très clair. C'est également conséquent avec l'objectif recherché par Israël, à savoir éliminer la Palestine de la face de la terre et absorber les territoires occupés et les annexer. C'est une armée d'occupation qui cherche à parvenir à cet objectif. Pouvons-nous nous attendre à ce qu'Israël agisse différemment? Pouvons-nous nous attendre à ce qu'Israël, dont l'attitude est de considérer tout camp de réfugiés palestiniens comme objectif militaire légitime, traite chaque Palestinien, qui ne recherche que rien d'autre que la reconnaissance de son droit naturel à une patrie indépendante, autrement que comme un terroriste? Pouvons-nous nous attendre à ce que ce

M. Zain Azraai (Malaisie)

gouvernement suive une politique autre que l'annexion rampante, l'invasion des Etats voisins, l'intimidation et les actes de brutalité exercés contre ses victimes?

Nous ne pouvons rien attendre de mieux d'Israël tant qu'il s'obstinera à dénier aux Palestiniens le droit à un statut d'Etat. La logique même de la position d'Israël doit mener à ce dont nous sommes témoins aujourd'hui : l'arrogance de la force, la tendance à l'expansionnisme, la dépendance accrue à une solution militaire plutôt que pacifique. Mais Israël ne réussit que grâce à l'appui indéfectible et total de son allié le plus puissant, qui ne fait que renforcer son attitude arrogante et intransigeante. Nous avons le droit de nous attendre à beaucoup mieux des Etats-Unis, grande puissance dans toute l'acception du terme. Un peuple qui s'enorgueillit des principes qui régissent son Etat - démocratie, liberté, justice et respect des droits de l'homme - doit savoir sans aucun doute que son attitude n'est pas conforme à ses traditions, lorsqu'il dénie ces mêmes principes au peuple palestinien.

Entre-temps, nous - la communauté internationale - payons un prix élevé. Qui peut nier, en examinant les événements qui se sont passés au cours de ces dix dernières années, que la situation est plus dangereuse et menaçante qu'elle ne l'a jamais été? Un sentiment d'impuissance et de désespoir risque de conduire à des positions extrêmes. En Israël même, des tendances plus militaires, plus fascistes, et même plus racistes se dessinent. Les perspectives d'un conflit impliquant les superpuissances sont plus réelles que jamais. Notre incapacité de résoudre la question de Palestine a également eu un effet subtil et pernicieux sur le ton et sur l'humeur du dialogue international.

Les Nations Unies, en faisant leurs les principes de paix contenus dans la Déclaration de Genève de 1981 et en instituant le mécanisme de paix dans la conférence internationale de paix proposée, ont ouvert la voie à une solution juste et durable à la question de Palestine. L'Organisation de libération de la Palestine a accepté les principes et le mécanisme, qui représentent la volonté quasi unanime de la communauté internationale. Qui, alors, doit-on blâmer, si l'on ne se saisit pas de cette possibilité de paix et de justice, créée par la raison, la modération et la bonne volonté?

M. MOUMIN (Comores) : Le point 33 de l'ordre du jour, intitulé "Question de Palestine", qui fait l'objet de notre discussion actuelle, est l'une des questions politiques les plus vieilles, celle à qui notre organisation a consacré le plus de temps, le plus d'efforts, voire celle pour laquelle il a consacré le plus de moyens pour parvenir à une solution juste et durable.

En ce quarantième anniversaire de la création de notre organisation, en ce ving-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1514 (XV) sur la décolonisation et en ce dixième anniversaire de la création du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, force est de constater que la situation du peuple palestinien demeure inchangée malgré la volonté de la communauté internationale de ne ménager aucun effort pour faire triompher le droit et la justice sur la force et le fait accompli.

L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité historique et juridique pour réaliser les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationale.

C'est dans ce sens, d'ailleurs, que depuis plus de trois décennies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté à chacune de leurs sessions respectives de nombreuses résolutions et mesures visant à mettre fin à l'occupation illégale israélienne des territoires arabes et palestiniens.

M. Moumin (Comores)

Ainsi, le refus du Gouvernement israélien d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité lui demandant de se retirer complètement et inconditionnellement desdits territoires, constitue à nos yeux la preuve que l'Etat hébreu n'entend pas coopérer avec les Nations Unies pour régler définitivement la question palestinienne.

Il y a deux ans encore, par la résolution 38/58, l'Assemblée générale a recommandé la tenue d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient qui regrouperait toutes les parties concernées, notamment les autorités israéliennes et palestiniennes, en vue de rechercher les voies et moyens de résoudre pacifiquement ce conflit du siècle.

Malheureusement, Israël, soutenu par ses alliés naturels, refuse catégoriquement de participer à une telle conférence dont le but est de trouver une solution pacifique au problème du Moyen-Orient.

L'entité sioniste est résolue à incarner la force du mal; elle n'hésite pas à recourir à toutes les formes de répression à l'encontre des populations arabo-palestiniennes des territoires occupés.

En effet, sur place, le Gouvernement israélien poursuit sa politique d'implantation de colonies de peuplement et de confiscation de terres arabes. Des mesures répressives sont prises chaque jour pour étouffer toute forme d'expression politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien victime d'actes de violence et d'intimidation de toutes sortes.

A cela, il convient d'ajouter les détentions arbitraires sans chef d'accusation et la répression contre le mouvement syndical des travailleurs arabes.

Le Gouvernement israélien a adopté une telle politique dans le but d'éliminer toute action nationale du peuple palestinien, tant à l'intérieur des territoires occupés que dans les pays voisins. Nous avons encore en mémoire le raid israélien sur le camp palestinien situé près de la capitale tunisienne. Cet acte criminel et barbare a été commis au mépris du respect des règles du droit international et de toute conscience morale et humaine.

Face à toutes ces politiques et pratiques israéliennes visant à anéantir la manifestation des milliers d'hommes et de femmes, le peuple palestinien s'est toujours opposé par une résistance à l'occupation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés.

M. Moumin (Comores)

La validité de la lutte du peuple palestinien puise ses fondements dans la solide unité historique et culturelle qui a toujours caractérisé ce peuple.

Aujourd'hui, sous la courageuse direction de l'Organisation de libération de la Palestine, l'unique et authentique représentant du peuple palestinien, cette lutte, disais-je, reçoit l'appui indéfectible de toutes les nations éprises de paix et de justice.

La communauté internationale est profondément préoccupée de la perpétuation de la question de Palestine qui est à l'origine de la tension et de l'état de guerre qui prévalent au Moyen-Orient depuis quatre décennies.

Au terme de mon intervention, je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer, au nom de ma délégation, le soutien inconditionnel du peuple et du Gouvernement comoriens à la juste lutte du peuple palestinien.

Nous demeurons convaincus que l'établissement d'une ère de paix et de sécurité au Moyen-Orient est lié à la réalisation effective des droits inaliénables du peuple palestinien.

C'est pourquoi la tenue d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient nous paraît indispensable pour donner cette impulsion, cette volonté politique qui font défaut et éternisent le problème.

Je voudrais enfin rendre un vibrant hommage à S. Exc. M. Massamba Sarré, président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, ainsi qu'à tous les autres membres du Comité pour les efforts déployés en vue de parvenir à un dénouement heureux sur la question de Palestine par des voies pacifiques.

M. GARVALOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Nous avons constaté avec un profond regret et une préoccupation croissante que la situation au Moyen-Orient continue d'être compliquée et tendue.

Malgré la volonté explicite et sans équivoque de la communauté internationale et les nombreuses résolutions et décisions des Nations Unies tendant à assurer un règlement juste et durable du problème du Moyen-Orient, on n'a pas encore réussi à sortir du cercle vicieux des événements tragiques dans cette partie du monde. La cause sous-jacente de cette situation est bien connue de tous. Elle est enracinée dans la politique d'agression et d'expansion d'Israël qui continue d'occuper les territoires arabes saisis en 1967 et persiste à nier les droits nationaux

M. Garvalov (Bulgarie)

inaliénables du peuple arabe de Palestine. Sans un règlement de la question de Palestine, qui est au coeur du conflit du Moyen-Orient, aucune paix durable ne peut être établie dans la région. Tout le monde devrait le comprendre.

Le sort du peuple palestinien a été et reste la question primordiale. Privé de son droit sacré à un foyer national propre, le peuple de Palestine qui souffre depuis si longtemps, a été forcé de vivre en exil ou de subir l'occupation. Depuis de nombreuses années, le peuple palestinien est assujéti à une politique de terreur flagrante, de répression massive et d'oppression nationale. On s'est efforcé de modifier illégalement le statut juridique, la composition démographique et le caractère historique établi des terres arabes et palestiniennes occupées. De nouvelles formes d'administration politique, économique, sociale et culturelle leur ont été imposées. Des menaces ouvertes ont été lancées par des éléments racistes concernant la "désarabisation" des territoires arabes occupés et la "solution finale" du problème arabe. La politique de terrorisme d'Etat suivie par Israël a été illustrée encore une fois par le raid contre la Tunisie.

On sait aussi fort bien que les territoires arabes occupés depuis 1967 sont annexés par Israël. De nouvelles installations militaires sont construites à cet effet tandis que celles qui existent déjà sont étendues et fortifiées. Ce fait est confirmé par les informations contenues dans le rapport de cette année du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Selon ce rapport, plus de 51 p. 100 des terres sur la rive occidentale ont été saisies par Israël et les installations militarisées se sont multipliées et leur nombre est maintenant de 179.

Tout cela se fait au mépris de la volonté explicite de la communauté internationale et de l'opinion publique mondiale et en violation flagrante des buts et principes de la Charte des Nations Unies, des normes du droit international contemporain et des décisions collectives de l'Organisation mondiale.

M. Garvalov (Bulgarie)

Il a été universellement reconnu qu'Israël n'aurait pas osé défier la communauté internationale aussi ouvertement et de manière aussi flagrante s'il n'avait pu compter sur l'appui sans réserve de son "allié stratégique" et si les Etats-Unis n'avaient pas usé aussi systématiquement de leur droit de veto au Conseil de sécurité pour bloquer toute possibilité de prendre des mesures efficaces contre l'agresseur. C'est précisément cette assistance militaire et économique d'outremer - que l'on s'attend, en 1986, voir dépasser le chiffre astronomique de 4 milliards de dollars - qui a permis à Israël de poursuivre sa politique agressive et expansionniste contre ses voisins.

L'expérience constante des entrelacs de la situation au Moyen-Orient démontre indubitablement que la question de Palestine est au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'elle ne peut être résolue par des transactions séparées, par des machinations de coulisses ou des solutions partielles. A en juger par l'expérience passée, une telle approche est contraire aux intérêts des peuples arabes et, qui plus est, n'apporte aucune solution. Fondamentalement, elle tend à bloquer la réalisation d'un règlement juste et durable du problème du Moyen-Orient, d'éliminer le Mouvement de libération nationale de Palestine, de retirer de l'ordre du jour des Nations Unies la question de Palestine et de l'effacer de la mémoire de la communauté mondiale. A juste titre, une telle démarche a été totalement rejetée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et par l'écrasante majorité des Etats Membres.

A cet égard, nous voudrions une fois de plus souligner que les tragiques événements des dernières années ont clairement démontré qu'aucune puissance sur terre ne peut étouffer le désir du peuple palestinien à la liberté et à l'indépendance. La lutte vaillante qu'il mène pour l'exercice de ses droits nationaux inaliénables lui a gagné le respect et la solidarité des peuples du monde entier. Les droits inaliénables du peuple palestinien ont été reconnus par les Nations Unies. La Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève pendant l'été de 1983, et la Déclaration de Genève adoptée à l'unanimité par les Etats participant à cette conférence, ont été une démonstration directe et éloquente de la reconnaissance à l'échelle mondiale de la justesse de la cause du peuple palestinien - une cause qui se reflète dans bon nombre de résolutions et de décisions des Nations Unies adoptées au cours des 20 dernières années, une cause qui bénéficie du soutien actif de la vaste majorité des Etats Membres.

M. Garvalov (Bulgarie)

La position de la République populaire de Bulgarie et d'autres Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie en ce qui concerne le règlement global des problèmes du Moyen-Orient - dont l'exercice des droits inaliénables du peuple arabe de Palestine est une part intégrante - a été une fois de plus réaffirmée de façon catégorique dans la déclaration politique adoptée à Sofia le 23 octobre de cette année. La déclaration souligne qu'un règlement global, juste et durable du problème du Moyen-Orient ne peut être réalisé que grâce aux efforts collectifs de toutes les parties concernées, sur la base d'un retrait total d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967; de l'exercice des droits inaliénables du peuple arabe de Palestine, y compris le droit à l'indépendance et le droit d'établir son propre Etat; et assurant le droit de tous les Etats de la région à une existence indépendante et au développement. En outre, la déclaration politique souligne que la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies, avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, est la voie pratique qui conduit à un règlement au Moyen-Orient.

Ce programme positif et réaliste, comprenant toutes les composantes fondamentales d'un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient, est conforme aux principes visant à résoudre le problème du Moyen-Orient, adoptés à la Conférence de Fès des dirigeants arabes en septembre 1982, ainsi qu'à la position du Mouvement des pays non alignés telle qu'elle est reflétée dans la déclaration politique de Luanda. En outre, ce programme est en complet accord avec la Charte des Nations Unies et les nombreuses décisions de l'Organisation mondiale concernant le Moyen-Orient et la question de Palestine.

L'écrasante majorité des Etats Membres est unanime pour appuyer la tenue d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Il suffit de mentionner à cet égard la Déclaration de Genève sur la Palestine, du 7 septembre 1983, et la résolution de l'Assemblée générale 38/58 C adoptée par une large majorité des voix. Cependant, pour des raisons trop bien connues, cette idée n'a pas encore été mise à exécution, et ainsi il n'y a donc pas eu de solution au problème de la Palestine.

Dans les conditions actuelles, le renforcement de l'unité des pays arabes et du Mouvement de libération nationale de la Palestine est un important facteur pour la réalisation d'un règlement juste et couronné de succès des conflits du

M. Garvalov (Bulgarie)

Moyen-Orient et de son problème clef, la question de Palestine. En s'inspirant loyalement de sa politique étrangère de principe, mon pays, la République populaire de Bulgarie a apporté et continuera d'apporter un soutien sans réserve à la juste cause du peuple palestinien, qui cherche à vivre dans son propre Etat indépendant et souverain, en paix et en coopération avec tous les pays de la région.

M. JANKU (Albanie) (interprétation de l'anglais) : La discussion de la question de Palestine, une fois de plus à cette session de l'Assemblée générale des Nations Unies, est une occasion supplémentaire pour l'opinion publique internationale de constater la perpétuation de la grave tragédie qui accable le peuple palestinien depuis plusieurs décennies, à cause de la politique de génocide du sionisme israélien, soutenue par l'impérialisme et la réaction internationaux.

Il est significatif que la discussion de ce problème crucial coïncide avec le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies et qu'il y a aussi près de 40 ans maintenant que la réaction israélienne s'est lancée dans sa sauvage croisade contre le peuple palestinien. Je mentionne ceci pour montrer que les sionistes israéliens non seulement n'ont pas changé leur politique cruelle anti-palestinienne, mais bien au contraire ont continué de manière persistante à défier l'opinion publique internationale qui, quant à elle, avait dénoncé et condamné cette attitude dans diverses instances internationales, en particulier aux Nations Unies.

Les événements qui se sont déroulés depuis la dernière session de l'Assemblée générale témoignent qu'Israël a continué de renforcer son régime de répression et de violence contre le peuple palestinien dans les territoires occupés, et a intensifié sa politique de force et de menaces contre les autres peuples arabes, notamment contre ceux qui ont offert asile aux Palestiniens expulsés de leurs propres terres.

Les faits sont nombreux et effrayants. Il est très difficile de trouver les mots pour décrire les crimes horribles que les sionistes ont commis et continuent de commettre contre les Palestiniens, tant dans les territoires occupés que dans les camps palestiniens au Liban. Des scènes telles que celles où l'on a vu des enfants courrir sous des rafales de balles, pour rechercher leurs parents assassinés, des femmes hébétées passer d'un cadavre à un autre afin d'identifier leurs parents, sont absolument révoltantes.

M. Janku (Albanie)

Il est évident qu'en commettant de tels actes, les sionistes israéliens cherchent à infliger un coup mortel à la lutte héroïque du peuple martyr palestinien et à leur juste cause, de façon à mettre fin au chapitre de la lutte du peuple palestinien. Depuis les premiers actes d'agression jusqu'aux événements les plus récents, leur objectif a été de liquider physiquement le peuple palestinien. A cette fin, ils ont toujours poursuivi une politique double, une politique de terrorisme et de dénationalisation.

M. Janku (Albanie)

L'une des conséquences en a été qu'un nombre de plus en plus grand de Palestiniens ont été forcés d'abandonner leur pays et d'aller vivre loin de leur terre. Chaque acte d'agression israélien, chaque campagne de violence et de répression a entraîné le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens de leurs territoires en Palestine.

Afin d'éliminer physiquement le peuple palestinien et d'étouffer sa juste cause, Israël ne se limite pas à agir dans les territoires occupés; en collaboration avec les forces réactionnaires mondiales, il a étendu ses activités criminelles à d'autres pays également, où il se livre à des massacres sanglants contre la population palestinienne qui s'y est réfugiée.

Qui pourrait oublier les crimes sanglants, les milliers de civils palestiniens massacrés dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila pendant l'occupation israélienne du Liban, ou les enfants tués dans le ventre de leur mère? Les politiciens israéliens ont menacé d'entreprendre de nouvelles actions punitives spéciales contre les Palestiniens qui vivent dans d'autres pays.

Tout cela indique que les fascistes de Tel-Aviv non seulement préparent une escalade de leur politique de génocide contre le peuple palestinien mais ont en même temps l'intention d'intervenir davantage aussi dans d'autres pays arabes. Un exemple typique de cette politique de terrorisme et d'extermination de Tel-Aviv est le dernier acte honteux perpétré par Israël, dont les avions, après avoir parcouru plus de 2 000 km, ont attaqué le siège de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Tunis. De telles menaces, non seulement constituent un nouveau précédent dangereux au Moyen-Orient, mais servent aussi à montrer la valeur de l'analyse faite en 1982 par le dirigeant bien-aimé du peuple albanais, le camarade Enver Hoxha, qui a dit :

"Après Camp David, Israël a attaqué le Liban. Il exige maintenant la soumission de la Jordanie et menace de guerre la Syrie. Qui sera la prochaine victime? L'Iraq, l'Arabie saoudite ou l'Iran? Les agents américains et israéliens oeuvrent dans ce but..."

Personne ne met en doute que l'arrogance avec laquelle Israël continue de poursuivre sa politique de génocide contre le peuple palestinien a toujours eu et continue de recevoir l'assistance totale et l'appui de l'impérialisme américain. Ce n'est pas un hasard si l'acte honteux de banditisme perpétré par Israël contre les peuples palestinien et tunisien a été approuvé immédiatement par l'impérialisme

M. Janku (Albanie)

américain quand il a proclamé qu'il s'agissait là d'un acte de légitime défense. Le monde entier sait que c'est un mensonge monstrueux et il l'a dénoncé à l'unanimité. Il n'y a rien de magique ou de surnaturel dans la puissance de la machine de guerre israélienne qui poursuit le peuple palestinien et le terrorise sans arrêt depuis plusieurs décennies. Ce sont les dollars, les armes et le potentiel militaire des Etats-Unis et des autres puissances impérialistes qui soutiennent Israël et l'incitent à agir contre les Palestiniens et les autres peuples arabes.

La politique anti-palestinienne du sionisme israélien et la démente qui le pousse à renforcer cette politique sont la suite logique de ses plans d'expansionnisme destinés à perpétuer sa domination sur les territoires occupés et à les étendre encore plus avant. C'est toujours Israël qui menace, qui provoque et attaque les autres peuples et les autres pays. Des actes tels que l'acte d'agression commis contre le Liban ou l'acte le plus répugnant de terrorisme dirigé récemment contre le siège de l'OLP à Tunis peuvent être perpétrés contre d'autres pays également. Les fascistes israéliens prétendent maintenant qu'ils ont le droit d'envahir d'autres Etats du Moyen-Orient et de fouler aux pieds leur souveraineté nationale.

Il n'est pas du tout fortuit que, précisément en ces moments difficiles pour les Palestiniens, alors qu'ils se font tuer et torturer, qu'on leur refuse les droits de l'homme les plus élémentaires et qu'on les force à abandonner leurs foyers, l'on parle tellement des possibilités d'une solution pacifique de la crise du Moyen-Orient en général, et de la question palestinienne en particulier. Les ennemis du peuple palestinien ont choisi ce moment pour porter un coup dur à la question de Palestine et susciter des complots et des intrigues qui mettent le peuple palestinien dans une situation difficile. Toutefois, si l'on examine rapidement les plans de l'impérialisme américain, au stade actuel, on constate que ces ennemis de la Palestine ne désirent pas permettre aux Palestiniens de rentrer dans leur patrie et qu'ils souhaitent que leur sort soit décidé par d'autres. A cet égard, les Etats-Unis ont encore développé leur stratégie; ils font tout ce qu'ils peuvent auprès d'autant de pays arabes que possible pour concrétiser leurs ambitions stratégiques de domination américaine au Moyen-Orient.

Les socio-impérialistes soviétiques essaient également de se servir de la question de Palestine comme d'un atout dans leurs marchandages et leurs manoeuvres pour satisfaire leurs propres intérêts. Ils continuent à insister fermement sur

M. Janku (Albanie)

leur proposition de convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, à laquelle ils souhaitent participer. Bien que la propagande soviétique prétende se préoccuper de la question de Palestine, elle ne peut dissimuler les objectifs véritables des plans globaux de l'Union soviétique au Moyen-Orient. Si Moscou verse des larmes sur le sort du peuple palestinien, ce n'est pas parce qu'il s'inquiète à son sujet, mais parce qu'il craint que la situation actuelle ne porte préjudice à ses intérêts du fait de la politique et des ambitions des Etats-Unis dans la région.

Il est parfaitement évident que le peuple palestinien est pris entre deux feux, le génocide sanglant du sionisme israélien et les complots diaboliques de l'impérialisme et de la réaction. Tous deux visent le même objectif : porter un coup décisif au peuple palestinien et liquider la question de Palestine. Tout cela parce que le peuple palestinien est à l'avant-garde de la lutte menée par les peuples arabes pour détruire les plans du sionisme, de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Plus que tout autre peuple du Moyen-Orient, ce sont les Palestiniens, quels que soient les nombreux sacrifices surhumains qu'ils consentent depuis de nombreuses décennies, qui mènent une lutte héroïque pour retourner sur leurs terres ravagées afin d'y vivre libres et indépendants comme tous les autres peuples qui vivent dans leur propre pays.

Les ennemis du peuple palestinien, en particulier les sionistes israéliens, n'entendent pas seulement asservir les Palestiniens, mais les liquider. Pas plus qu'ils ne sont arrivés pendant de nombreuses décennies à soumettre les Palestiniens, et qu'ils n'y parviendront dans l'avenir, les sionistes ne réussiront pas à concrétiser leurs rêves fous. Le peuple palestinien sait comment résister et survivre; des flots de sang ont été répandus sur leurs terres; ils savent comment poursuivre leur lutte héroïque face à la cruauté de l'occupant sans tomber dans les pièges des nombreux complots perfectionnés ourdis par leurs ennemis acharnés; ils savent comment se battre, armes à la main, afin de réaliser leurs aspirations nationales.

La République populaire socialiste d'Albanie et son peuple se sont toujours tenus aux côtés des peuples arabes fraternels et du peuple palestinien héroïque. Ils ont appuyé et continuent d'appuyer leur juste cause et leur lutte contre l'agression impérialiste et sioniste, leur lutte pour libérer leurs territoires occupés et pour éliminer les complots de l'impérialisme américain et du

M. Janku (Albanie)

social-impérialisme soviétique. En ces moments difficiles, nous sommes plus que jamais aux côtés du peuple palestinien et toujours pleinement solidaire de sa lutte héroïque.

Le peuple albanais est convaincu que, aussi longue que soit la lutte, aussi grandes que soient les difficultés, aussi nombreux que soient les ennemis et quels que soient les sacrifices que doit consentir le peuple palestinien, la juste cause de ce peuple est indomptable et doit donc triompher. Elle triomphera parce que c'est une cause sacrée qui jouit du plein appui inconditionnel des pays démocratiques et des peuples du monde entier, en particulier des peuples arabes fraternels.

M. WIRYONO (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée générale est, une fois de plus, saisie de la question de Palestine, ou plus particulièrement de la question au coeur du conflit du Moyen-Orient, à savoir le déni constant de ses droits inaliénables au peuple palestinien. A l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation, il faut insister sur le fait qu'aucun autre conflit n'a peut-être autant préoccupé les Nations Unies que celui du Moyen-Orient. En effet, dès sa toute première session, l'Assemblée générale a été chargée de rechercher une solution pacifique aux intérêts et revendications opposés, aux animosités profondes et aux guerres qui ont maintenu en activité le chaudron des hostilités et ne l'ont que trop souvent fait déborder, transformant son contenu en conflits armés et en guerres.

M. Wiryono (Indonésie)

Dans les années suivantes, des dizaines d'initiatives et de décisions ont été prises pour créer le cadre d'un règlement juste, pacifique et négocié. Puisque c'est également le trentième anniversaire de la Conférence afro-asiatique, je voudrais rappeler que dès 1955, à la Conférence de Bandoung, les jeunes Etats d'Asie et d'Afrique ont reconnu que le déni de ses droits au peuple palestinien était la cause du conflit au Moyen-Orient, et ont affirmé leur appui à un règlement pacifique de la question de Palestine. Avec la création du Mouvement des pays non alignés, en 1961, la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien a été pris toujours plus de relief dans la recherche d'une solution par la communauté internationale.

Ainsi, à mesure que se sont élargis les rangs des Nations Unies, par l'admission continuelle de nouveaux Etats, la question de la Palestine a été placée dans sa juste perspective grâce à la résolution 3236 (XXVI) de l'Assemblée générale, et la décision d'accorder à l'Organisation de libération de la Palestine le statut d'observateur aux Nations Unies. En conséquence, la cause de l'indépendance nationale du peuple palestinien, avec son propre Etat en Palestine, s'est vue accorder par les Nations Unies la place qui lui revient et l'OLP a été reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et partie égale dans tous les efforts tentés pour rechercher une solution globale du conflit.

La création, par la suite, du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a souligné l'importance cruciale que la communauté internationale accorde à ces décisions et le fait que les Nations Unies pourraient contribuer activement à la promotion de leur application. Ma délégation considère que le dixième anniversaire de la création du Comité, auquel mon gouvernement a eu l'honneur de participer depuis sa création et qui a reçu le plein appui et la confiance de l'Organisation, comme une occasion appropriée pour réaffirmer notre soutien collectif aux recommandations spécifiques du Comité visant à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables. Ces recommandations ont en outre gardé toute leur valeur et leur pertinence depuis qu'elles ont été présentées à l'Assemblée générale et adoptées par elle à sa trente et unième session, et elles ont été fermement réaffirmées à toutes les sessions suivantes. Ainsi, grâce en grande partie au travail méritoire du Comité, ces recommandations ont reçu le plus large appui de la communauté internationale et de l'opinion publique mondiale.

M. Wiryono (Indonésie)

Il suffit de rappeler que le point culminant, à cet égard, a été la réunion, il y a deux ans, de la Conférence internationale historique consacrée à la question de Palestine. La Déclaration et le Programme d'action adoptés à cette conférence ont réaffirmé que la grande majorité des Etats Membres s'accordent à dire qu'aucun effort ne doit être épargné pour rechercher des moyens efficaces de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits en Palestine, conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes du droit international. Dans ce contexte, la Conférence a également demandé la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies, et a souligné qu'un élément essentiel d'une solution globale serait la création d'un Etat palestinien indépendant en Palestine. Bien que la conférence de paix proposée ait été très largement approuvée aux trente-huitième et trente-neuvième sessions de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, malgré ses efforts soutenus, a dû néanmoins publier des rapports successifs indiquant que les conditions nécessaires pour que la conférence puisse avoir lieu avec quelque chance de succès n'avaient pas été réunies.

Etant donné les obstacles apparemment insurmontables qui continuent de se dresser sur la voie de la convocation prochaine d'une conférence internationale de paix et que le Conseil de sécurité n'a pas examiné la question de Palestine dans son ensemble depuis presque une décennie, les pays membres du Mouvement des non-alignés, à la Conférence des ministres des affaires étrangères tenue à Luanda en septembre dernier, ont demandé une fois de plus au Conseil de sécurité d'examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine. A cet égard, les pays non alignés ont répété qu'il incombe au Conseil de sécurité de faciliter la tenue d'une conférence de paix et d'élaborer les dispositions institutionnelles appropriées pour assurer l'application des accords auxquels aboutirait la conférence.

Mon gouvernement appuie pleinement la décision de faire appel au Conseil de sécurité, car l'aggravation continue de la situation au Moyen-Orient, notamment pour les Palestiniens vivant dans les territoires arabes occupés par Israël, montre la nécessité urgente d'une action internationale concertée. Aux réunions du Conseil de sécurité, tenues en septembre dernier, les orateurs successifs ont souligné le fait indéniable que la responsabilité de cet état de choses incombe entièrement à Israël, dont les politiques et actions ont toujours été la cause de l'aggravation des conflits et des tensions dans la région.

M. Wiryono (Indonésie)

Ma délégation estime que le débat approfondi auquel a procédé le Conseil, ainsi qu'un débat sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés tenu à la Commission politique spéciale à cette session, ont amplement démontré les violations innombrables de la Charte des Nations Unies et des normes d'un comportement civilisé commises par Israël. Il suffit pour ma délégation de réitérer que les agressions constantes d'Israël contre ses voisins, sa répression intensifiée contre les Arabes palestiniens dans les territoires occupés, ainsi que ses tentatives systématiques faites pour détruire l'OLP, tant politiquement que physiquement, dans le vain espoir d'étouffer le nationalisme palestinien et d'oblitérer l'identité nationale palestinienne, n'ont laissé aucun répit ni aux Etats ni aux Palestiniens de cette région déchirée par la lutte depuis tant d'années. Il va sans dire que l'objectif unique d'Israël est d'annexer les territoires occupés, comme ce fut le cas pour Jérusalem et les hauteurs du Golan, et de refuser ainsi au peuple palestinien, et pour toujours, ses droits inaliénables à l'autodétermination et à un Etat indépendant. C'est ce vil objectif que poursuit Israël, et c'est la raison pour laquelle il exploite chaque occasion d'entraver les progrès vers la convocation d'une conférence internationale de paix.

Bien que ma délégation sache très bien que certains membres permanents du Conseil de sécurité étaient moins qu'enthousiastes quant à la tenue éventuelle d'une conférence internationale de paix et que le Conseil s'est trouvé dans l'impasse à cet égard, nous avons été déçus, néanmoins, qu'en octobre le Conseil ait levé ses séances sans se prononcer sur les conditions qui s'imposent pour une solution au problème, telles qu'elles sont énoncées dans le document final de la Conférence de Genève et les recommandations de longue date faites par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

Ma délégation partage l'inquiétude exprimée à cet égard par le Secrétaire général dans son rapport, selon lequel :

"...la politique de plus en plus divergente des membres permanents du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient est l'un des facteurs qui ont rendu plus difficile l'intervention de l'ONU dans le processus de paix." (A/40/779, par. 35)

M. Wiryono (Indonésie)

L'OLP, pour sa part, a toujours réaffirmé qu'elle était prête à coopérer à la tenue d'une conférence de paix, comme le démontre l'accord intervenu entre le roi Hussein et le président Arafat en février 1985. Nous espérons que les puissants amis d'Israël appuieront maintenant les efforts continus du Secrétaire général en reconnaissant qu'en fin de compte il est dans leur intérêt et dans celui d'Israël de ne pas retarder la conférence de paix, car les dangers que recèle la méconnaissance du sort des Palestiniens et de leur droit inaliénable de créer leur propre Etat en Palestine ne sont malheureusement que trop évidents. Ma délégation en appelle à nouveau aux grandes puissances pour qu'elles abandonnent leurs visées stratégiques dans la région et qu'elles oeuvrent ensemble, dans le cadre d'une conférence internationale de paix, afin d'établir un processus de négociations ou des modalités acceptables pour toutes les parties intéressées.

Après cinq guerres destructrices dans la région, depuis la création des Nations Unies, après trop d'occasions manquées pour progresser vers un règlement global et pacifique, il est temps que tous les Etats en mesure d'aider s'efforcent résolument de faire en sorte que l'occasion offerte par la conférence de paix ne soit pas perdue.*

* M. Bouziri (Tunisie), vice-président, assume la présidence.

M. KURODA (Japon) (interprétation de l'anglais) : Au cours de cette année de commémoration, il faut nous souvenir que tout au long de ses 40 ans d'histoire, les Nations Unies se sont profondément intéressées à la question de Palestine. Il est donc particulièrement décourageant, alors que nous nous réunissons au cours de cette année anniversaire, de voir que les décennies ne nous ont guère rapproché d'un règlement de cette situation tragique. Au contraire, le sort du peuple palestinien a même empiré au cours des dernières années.

L'on continue d'entendre des rapports sur des affrontements entre les Palestiniens et les autorités israéliennes dans les territoires occupés où Israël, malgré un tollé international, poursuit sans relâche sa politique de colonies. Au Liban, de nombreux réfugiés palestiniens ont perdu leurs foyers et voient leur sécurité constamment menacée. En outre, chaque année, les rapports de l'UNRWA indiquent qu'on lui demande d'aider un nombre de plus en plus grand de réfugiés palestiniens, au Liban et dans les territoires arabes occupés.

En tant que mesure concrète pour trouver une solution aussi rapide que possible au problème palestinien, le Japon estime qu'il est essentiel qu'Israël et le peuple palestinien fassent des efforts sincères pour éliminer la méfiance mutuelle et arrivent à une véritable volonté de coexister. Le Japon, à cet égard, pense que la politique israélienne de création de colonies dans les territoires occupés constitue un obstacle aux efforts de paix. Le Japon ne peut non plus tolérer les mesures prises unilatéralement par Israël pour changer le statut des territoires arabes occupés, comme l'annexion de la partie est de Jérusalem et des hauteurs du Golan. Mon gouvernement lance un appel ferme à Israël pour qu'il fasse des efforts particuliers pour protéger les droits de l'homme du peuple palestinien, conformément à la quatrième Convention de Genève. Le Japon demande également à Israël de montrer son désir de paix en adoptant une attitude juste et équitable dans sa gestion des territoires occupés.*

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer de nouveau la position de base du Gouvernement du Japon sur le problème du Moyen-Orient, au centre duquel se trouve la question de Palestine. Premièrement, la paix au Moyen-Orient doit être juste, durable et globale. Deuxièmement, cette paix n'est possible que grâce à l'application complète, dès que possible, des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et grâce à la reconnaissance et au respect des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination dans le

M. Kuroda (Japon)

cadre de la Charte des Nations Unies. Troisièmement, il faut envisager tous les moyens possibles pour parvenir à cette paix, en tenant dûment compte des exigences légitimes de sécurité des pays de la région et des aspirations de tous les peuples de la région, y compris le peuple palestinien. Quatrièmement, le Japon pense que l'Organisation de libération de la Palestine représente le peuple palestinien. Ainsi donc, pour faire progresser la cause de la paix au Moyen-Orient, le Japon estime qu'il est essentiel qu'Israël et l'OLP reconnaissent mutuellement leurs positions et que l'OLP participe au processus de paix.

Les perspectives d'un règlement rapide de la question de Palestine sont bien faibles mais nous ne devons pas perdre de vue tous les efforts internationaux faits pour arriver à la paix au Moyen-Orient. Ces efforts comprennent l'accord intervenu en février de cette année entre le roi Hussein de Jordanie et le Président de l'OLP, Arafat, selon lequel ils ont décidé d'oeuvrer de concert en vue d'un règlement pacifique. Cet accord a, à son tour, suscité d'autres efforts. Le Gouvernement du Japon espère fermement que les parties intéressées feront preuve de la volonté de procéder aux concessions nécessaires pour assurer le succès de ces efforts. A cet égard, mon gouvernement est encouragé par l'impression du Secrétaire général, notée dans son récent rapport sur la situation au Moyen-Orient, que les dirigeants des parties concernées

"sont pleinement conscients de l'urgence de parvenir à un règlement négocié de ce problème infiniment complexe et des dangers que de nouveaux retards pourraient entraîner à l'intérieur comme à l'extérieur de la région". et qu'ils ont manifesté "certains signes de souplesse ... quant au processus de négociation." (A/40/779, par. 41)

Le Japon pense également que c'est à la communauté internationale qu'incombe la responsabilité d'assurer que ces efforts ne soient ni ignorés ni critiqués mais qu'ils soient au contraire renforcés afin de recevoir le large appui sans lequel ils ne peuvent être véritablement efficaces. Mon gouvernement appuie à cet égard l'idée de la création d'un sorte de cadre international pour un règlement pacifique si cela devait faciliter le processus de paix.

Le Japon, de son côté, a fait des efforts pour créer des conditions susceptibles de mener à un règlement pacifique du problème. Ils comprennent, entre autres, les discussions tenues par le ministre des affaires étrangères, M. Abe, cet été, avec les dirigeants des pays concernés, ainsi qu'avec l'OLP. Il a également

M. Kuroda (Japon)

augmenté le montant de sa contribution à l'UNRWA qui continuera son travail pour alléger les souffrances des réfugiés palestiniens tant que la situation l'exigera. Le Japon procède ainsi, poussé par sa profonde préoccupation humanitaire ainsi que par sa conviction que cette aide contribue également à la stabilité de la région.

Le peuple palestinien est l'héritier d'une riche tradition séculaire. Le fait qu'un grand nombre d'entre eux vivent maintenant en exil et que beaucoup d'autres connaissent de grandes souffrances et se voient privés de leurs droits de l'homme fondamentaux dans les territoires occupés est une tragédie cruelle et sans aucun sens. Il n'y a, bien sûr, aucune solution facile à la question de Palestine. Mais mon gouvernement espère sincèrement que toutes les parties intéressées feront de leur mieux pour que le peuple palestinien puisse enfin tourner une nouvelle page de ce chapitre de sa longue histoire.

M. KASEMSRI (Thaïlande) (interprétation de l'anglais) : Il y a quelques jours seulement, nous célébrions la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien ici aux Nations Unies. Il a été, une fois de plus, rappelé au monde que la question de Palestine, qui est au coeur du conflit du Moyen-Orient, demeure une question inextricable à laquelle la communauté internationale est confrontée depuis plus de 38 ans. Les préoccupations exprimées au fil des années par d'autres orateurs devant cette assemblée et devant d'autres instances internationales sont une claire manifestation du consensus qui existe dans l'opinion mondiale en ce qui concerne la gravité de cette question fondamentale et de l'absence de progrès satisfaisants vers son règlement. Il ne peut y avoir de paix durable au Moyen-Orient sans un règlement global et juste de la question de Palestine qui prenne en compte les droits inaliénables du peuple palestinien et les préoccupations légitimes de tous les Etats de la région en matière de sécurité.

La position de la Thaïlande concernant la question de Palestine est demeurée ferme et cohérente. Elle est fondée sur les objectifs et les principes de la Charte et du droit international ainsi que sur le sens de l'objectivité. A cet égard, j'aimerais citer un extrait du message que le Premier Ministre de la Thaïlande, S. Exc. le général Prem Tinsulanonda, a adressé au Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien qui s'est déroulée le 29 novembre 1985. Il y est dit :

"Alors que nous célébrons cette journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, j'aimerais réitérer, au nom de mon gouvernement et du peuple thaïlandais, notre profonde sympathie et notre ferme appui à la juste lutte que mène le peuple palestinien en vue de faire des notions de liberté, d'autodétermination, et d'indépendance des réalités politiques. Le Gouvernement royal thaï partage le point de vue de la communauté internationale selon lequel une paix durable au Moyen-Orient, qui est vitale pour la paix et la sécurité internationales, ne peut être obtenue tant que la question de Palestine demeure sans solution.

La Thaïlande est opposée à tout acte contraire aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et du droit international. C'est pourquoi nous condamnons tout recours à la force par un Etat quel qu'il soit en vue d'imposer sa volonté à d'autres Etats et nous appuyons la demande légitime

M. Kasemsri (Thaïlande)

selon laquelle les territoires arabes occupés depuis 1967 doivent être restitués. Tout règlement juste et durable du problème doit être basé sur les résolutions pertinentes des Nations Unies. Le peuple palestinien doit pouvoir exercer son droit inaliénable à l'autodétermination."

Ma délégation souhaite ajouter que nous considérons les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui contiennent les éléments de base d'un règlement d'ensemble, comme la pierre angulaire d'un règlement pacifique à la question de Palestine. Nous estimons de même qu'outre le droit à l'autodétermination, le peuple palestinien devrait jouir de son droit fondamental à l'indépendance et à la souveraineté nationale, du droit au retour dans sa patrie et du droit à constituer une nation. Le droit de tous les Etats de la région de vivre en paix dans des frontières sûres et internationalement reconnues doit également être respecté. Nous nous opposons à l'annexion de la Ville sainte de Jérusalem et à la modification de son statut juridique et de sa composition démographique. Nous sommes opposés à l'occupation par la force des territoires d'autres pays et nous condamnons les violations des droits de ceux qui vivent dans les territoires occupés. A ce propos, ma délégation souhaite exprimer sa préoccupation devant la situation des réfugiés palestiniens, dont les souffrances et les épreuves exigent l'aide et l'attention soutenues de la communauté internationale.

Ma délégation estime qu'un règlement négocié ne pourra être réalisé que lorsque les parties concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, se réuniront autour de la table de négociation sur un pied d'égalité. C'est pourquoi ma délégation appuie la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient afin d'examiner cette question importante conformément aux résolutions 38/88 C et 39/45 D de l'Assemblée générale. Nous estimons qu'à cette occasion, on devrait instaurer un climat de confiance et de respect mutuels, qui serait propice à la réalisation d'un processus de paix global au Moyen-Orient. Sans la méfiance et la suspicion persistantes, les progrès nécessaires à une percée politique pourraient être réalisés. Ma délégation demande donc à toutes les parties intéressées, notamment aux membres permanents du Conseil de sécurité, de renforcer davantage leur volonté politique et de redoubler d'efforts en vue d'apporter une paix juste et durable au Moyen-Orient.

M. Kasemsri (Thaïlande)

A cet égard, et pour citer à nouveau les paroles du Premier Ministre de la Thaïlande,

"Le Gouvernement royal thaï demande instamment à toutes les parties intéressées de réactualiser le processus de paix afin qu'un règlement juste et durable du problème palestinien puisse être réalisé. Le règlement doit tenir compte des droits légitimes et des aspirations de toutes les parties intéressées. A cette fin, on doit entretenir et favoriser un climat de confiance et de compréhension et un véritable esprit de compromis."

En conclusion, ma délégation voudrait saisir cette occasion pour exprimer ses sincères remerciements au Secrétaire général et au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, sous la présidence avisée du Représentant permanent du Sénégal, l'ambassadeur Massamba Sarré, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés et pour le rôle inestimable qu'ils ont joué afin d'accroître la prise de conscience internationale et de favoriser les efforts concertés de la communauté mondiale en vue de résoudre la question de Palestine.

M. WOOLCOTT (Australie) (interprétation de l'anglais) : S'il y a une question qui a dominé toute l'histoire des Nations Unies depuis leur création il y a 40 ans, c'est bien l'ensemble des questions liées aux relations d'Israël avec ses voisins arabes et au sort des Palestiniens. Cette question a dominé non seulement les débats de l'Assemblée plénière, mais aussi ceux des grandes commissions de l'Assemblée générale ainsi que ceux d'autres organes subsidiaires. On a fait preuve de patience et de bonne volonté dans l'examen de cette question et des moyens de la régler. Mais, bien souvent, aussi, ce sont la rancœur et le désaccord qui l'ont emporté. L'Organisation n'a toutefois pas encore trouvé une solution globale.

M. Woolcott (Australie)

Au cours des récents débats au Conseil de sécurité sur la question de Palestine, la délégation australienne a joué un rôle actif. Nous avons saisi l'occasion pour encourager une discussion allant dans un sens positif, sans esprit polémique, dans laquelle on concentrerait son attention sur les possibilités d'action sur l'avenir plutôt que sur les récriminations du passé. D'après les observations qui nous ont été faites tant publiquement qu'en privé, nous savons que notre approche est partagée par de nombreuses délégations. La délégation de l'Australie espère que les discussions de l'Assemblée iront dans le même sens.

Le Moyen-Orient est une zone de tensions et d'incertitude depuis ces 40 dernières années. Il y a eu parfois des périodes de tranquillité relative mais bien souvent, le monde a été secoué par les hostilités dans la région et par la menace de déclenchement des combats. Le coût payé par les habitants de la région en termes de vies humaines et de biens matériels est incalculable. Cela a fait beaucoup de torts. De nouvelles générations de réfugiés sont nées. Les événements ont donné lieu à un cycle de violence qui est encore très présent parmi nous et dont il est difficile d'évaluer les conséquences pour l'avenir. Toutefois, aucun pays ne peut se considérer comme en marge des événements qui se produisent dans la région. La délégation australienne estime que toute action entreprise par cette instance doit tenir compte de l'aspiration de la majorité des peuples du Moyen-Orient à un règlement durable. C'est un objectif que partage l'Australie avec eux. Ma délégation pense également que toute mesure arrêtée par cette assemblée devrait être soigneusement examinée de peur qu'une mesure irréfléchie ne bouleverse la situation explosive de la région.

De nombreuses propositions ont été avancées à propos d'une négociation entre les parties. Des médiateurs ou de prétendus médiateurs sont venus et sont repartis. Des résolutions ont été adoptées, des motions avancées et le débat continue. On ne peut pas dire que l'on soit à court d'idées. Ce n'est pas à l'Australie d'essayer de dicter aux parties la façon dont elles pourraient régler leurs différends. Nous pouvons toutefois leur rappeler leurs obligations en vertu de la Charte des Nations Unies. L'Australie n'est pas restée aveugle devant les nombreuses propositions qui ont été avancées. Nous pensons toutefois qu'elles doivent être jugées pour ce qu'elles valent plutôt qu'en tenant compte de leur provenance. Par exemple, de l'avis de l'Australie, une conférence internationale bien préparée sur la paix pourrait faire partie intégrante du processus visant à

M. Woolcott (Australie)

réunir les parties afin qu'elles trouvent un règlement mutuellement négocié. Si l'on veut parvenir à un accord durable sur le Moyen-Orient de demain, il faut bien sûr prendre en compte les droits et les aspirations légitimes de tous les peuples de la région.

Cela signifie qu'il ne sera possible de parvenir à un règlement global et durable que sur la base d'une série d'accords en rapport les uns avec les autres. Ceux-ci devraient porter sur le retrait d'Israël des territoires arabes occupés, la reconnaissance par les Etats de la région et par l'Organisation de libération de la Palestine du droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et mutuellement acceptées, l'acceptation par toutes les parties de tous les éléments des résolutions 242 (1965) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris le droit, si tel est son choix, à l'indépendance et la possibilité d'établir un Etat indépendant qui lui soit propre. Il ne peut y avoir de règlement durable au Moyen-Orient que si toutes les parties intéressées y participent. L'avenir des Palestiniens se trouve au cœur du problème du Moyen-Orient et il est à notre avis nécessaire d'éliminer tout ce qui fait obstacle à des discussions directes avec les représentants du peuple palestinien.

La simple énumération des paramètres d'une éventuelle solution montre la complexité de la tâche à laquelle se trouve confrontée la communauté internationale. Si nous voulons parvenir à un règlement durable, nous devons faire preuve de souplesse et d'engagement politique. Cependant, de l'avis de la délégation australienne, la première mesure importante doit être d'engager le processus de réconciliation et de dialogue. Dans un sens, c'est la tâche la plus difficile; elle exige courage et détermination. Aussi détestable soit-il, le cycle actuel de violence et de rigidité peut sembler à certains moins dangereux qu'une nouvelle orientation. De l'avis de ma délégation, si on se satisfaisait de cette situation, cela ne rendra nullement service aux peuples de la région ni en fait aux peuples du monde.

Les peuples du Moyen-Orient, notamment les Palestiniens, ont été victimes depuis bien trop longtemps de l'incertitude et des hostilités. La plupart d'entre eux pensent que la communauté internationale n'est pas à même de leur offrir un avenir plus stable et plus pacifique. Certains d'entre eux ont recours à la violence. En fait, la situation au Moyen-Orient se caractérise par une alternance d'attaques et de contre-attaques. Les derniers événements ont montré clairement

M. Woolcott (Australie)

combien il était vain de tuer par vengeance, par représailles ou pour semer la terreur. La violence, au lieu de décourager la représaille, n'a fait, semble-t-il, que perpétuer les hostilités.

C'est sur cette toile de fond bien triste et bien sombre qu'il faut considérer des signes de progrès positifs. Pour ma délégation, l'initiative du roi Hussein de Jordanie semble de bon augure en matière de progrès.

La délégation australienne espère que tous les intéressés continueront d'envisager les possibilités de paix durable dans un esprit de compréhension mutuelle et de tolérance. Il n'y aura pas de paix durable au Moyen-Orient si toutes les parties intéressées ne s'engagent pas dans cette voie.

M. BANGULZAI (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : La question de Palestine est la plus ancienne des questions inscrites à l'ordre du jour des Nations Unies, ce qui montre que l'organe mondial n'a pas été en mesure de régler avec justice ce problème qui est toujours l'objet de sa préoccupation. La question de Palestine est également au coeur du conflit du Moyen-Orient, lequel s'est intensifié au fil des années et menace gravement la paix et la sécurité internationales.

Pendant près de 30 ans, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont débattu de la question et adopté des résolutions pour favoriser son juste règlement. Nous espérons que ces efforts seront poursuivis sans relâche car c'est une question de déni de droit, le droit d'un peuple à l'autodétermination, droit consacré par la Charte des Nations Unies en tant qu'un des droits de l'homme fondamentaux.

La tragédie du peuple palestinien a commencé lors de la création d'Israël et des attaques sionistes systématiques qui ont suivi pour le priver de ses droits nationaux dans son ancienne patrie. Des millions de Palestiniens n'ont eu d'autre choix que de vivre sous l'occupation israélienne répressive ou de quitter leurs terres pour subir les rigueurs et les vicissitudes de l'exil.

M. Bangulzai (Pakistan)

Dans les efforts qu'elles déploient impitoyablement pour transformer l'ensemble de la Palestine en un grand Israël, les autorités israéliennes restent engagées dans une campagne inlassable pour effacer tout symbole du nationalisme palestinien et réprimer toute manifestation de la lutte menée par le peuple palestinien afin de recouvrer son droit national à l'autodétermination et à l'indépendance. Elles essaient également de modifier le statut et le caractère historique des territoires occupés, surtout ceux de la Ville sainte de Jérusalem.

De nombreux orateurs ont mis l'accent sur la politique israélienne de terreur et de persécution exercée contre le peuple palestinien dans les territoires occupés, les tentatives d'Israël d'acquérir de manière permanente ces territoires et ses actes d'agression contre ses voisins arabes et l'Organisation de libération de Palestine (OLP). Or, ces actions illégales et agressives concernent la question de Palestine et il n'est pas inutile de le répéter.

Les territoires occupés restent la scène de la politique délibérée de persécution et de harcèlement qu'Israël pratique contre la population palestinienne afin de chasser les Palestiniens de leurs terres ou à les isoler dans des enclaves pour faire de la place à de nouveaux colons israéliens. Les colonies de peuplement israéliennes constituent la preuve la plus évidente des projets israéliens d'annexion des territoires occupés.

Selon une étude, en mai 1984, Israël s'était déjà approprié 51,2 p. 100 de la superficie totale de la rive occidentale et il a continué de créer de nouvelles colonies de peuplement et de confisquer d'autres terres arabes au cours de l'année considérée. Alors que l'implantation de nouvelles colonies de peuplement s'effectuait à un rythme soutenu, au même moment des mesures tendant à étouffer toute forme d'expression politique, sociale, culturelle et économique des Palestiniens étaient prises et la violence, le harcèlement et les provocations de la police et des colons israéliens armés contre les Palestiniens se poursuivaient. En réponse à la résistance croissante opposée à ces mesures de répression par les Palestiniens de la rive occidentale, le Gouvernement israélien a décidé en août dernier de rétablir sa politique de détention administrative sans chef d'accusation pour une durée de six mois et de déportation de personnes considérées comme constituant un risque pour la sécurité. Ces politiques et pratiques tendant à réprimer l'expression et la résistance nationale palestinienne face à l'occupation militaire israélienne sont renforcées par d'autres mesures visant à renforcer la mainmise d'Israël dans la plupart des domaines.

M. Bangulzai (Pakistan)

En dehors des territoires occupés, Israël poursuit sa politique d'expansion et d'agression contre ses voisins arabes et ses attaques sans répit contre les Palestiniens et l'OLP, qui sont les symboles de l'aspiration palestinienne à l'autodétermination. L'invasion israélienne du Liban en 1982, les tragédies de Sabra et Chatila qui ont suivi et les incursions constantes d'Israël contre les camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban en sont des exemples. Les attaques meurtrières lancées contre les locaux de l'OLP en Tunisie et les campagnes tendant à vilipender l'OLP montrent l'acharnement avec lequel Israël essaie de réduire au silence la voix palestinienne réclamant la liberté.

Les mesures illégales d'Israël et ses actes d'agression contre ses voisins arabes ont été vivement condamnés par la communauté internationale. Il a été demandé à Israël à maintes reprises dans de nombreuses résolutions des Nations Unies de cesser son agression et sa politique et ses pratiques illégales dans les territoires occupés. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont réitéré à maintes reprises que les mesures israéliennes tendant à modifier le statut des territoires occupés, notamment celui de Jérusalem, étaient nulles et non avenues.

L'Organisation des Nations Unies a également présenté une base pour un règlement juste et durable de la question palestinienne et du conflit du Moyen-Orient. Les impératifs pour parvenir à un tel règlement sont immuables et ont été fixés dans les principes directeurs élaborés par la Conférence internationale sur la question de Palestine qui s'est tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à Genève en 1983. Ces principes directeurs sont les suivants :

"a) La réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine;

b) Le droit de l'Organisation de libération de la Palestine, le représentant du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité avec les autres parties à tous les efforts, délibérations et conférences intéressant le Moyen-Orient;

c) La nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes, conformément au principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et, par conséquent, la nécessité d'obtenir le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem;

M. Bangulzai (Pakistan)

d) La nécessité de résister et d'opposer un refus à toute politique et pratique israéliennes dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, et à toute situation de fait créée par Israël, qui sont contraires au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'implantation de colonies de peuplement, car ces politiques et pratiques constituent des obstacles majeurs à l'instauration de la paix au Moyen-Orient;

e) La nécessité de déclarer à nouveau nulles et non avenues toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël, la puissance occupante, qui ont modifié ou visé à modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens sis sur ces terres, en particulier la prétendue 'loi fondamentale' sur Jérusalem et la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël;

f) Le droit à l'existence de tous les Etats de la région, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues dans la justice et la sécurité pour tous, ce qui présuppose, comme conditions sine qua non, la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, comme il est indiqué à l'alinéa a) ci-dessus."

(A/40/35, annexe II, par. 4)

M. Bangulzai (Pakistan)

Pour donner effet à ces principes directeurs, la Conférence a recommandé la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. L'idée de la tenue d'une telle conférence avec la participation de toutes les parties au différend a été par la suite approuvée par l'Assemblée générale en 1981, et a fait l'objet d'intenses consultations au Conseil de sécurité. Malheureusement, comme de nombreuses autres initiatives de paix prises dans le passé, la proposition de convocation d'une conférence internationale de la paix demeure dans l'impasse.

D'importantes initiatives de paix sont venues des dirigeants arabes eux-mêmes, mais toutes ont échoué devant l'intransigeance israélienne. Le Plan de paix de Fès, présenté en septembre 1982, et les toutes récentes propositions du roi Hussein de Jordanie font partie de cette série d'initiatives, qui reflètent la sincérité des Etats arabes dans leur recherche d'une solution juste et durable aux questions de Palestine et du Moyen-Orient, conformément aux principes de la Charte.

La réponse d'Israël à ces initiatives a été un rejet catégorique, l'intensification de sa campagne de dénigration des Etats arabes et de l'OLP et le recours gratuit à la force en vue de détruire les possibilités de paix. De toute évidence, Israël souhaite voir durer le désordre dans la région et les Etats arabes déstabilisés pour pouvoir renforcer sa mainmise sur les territoires occupés et poursuivre sa politique expansionniste. L'appui que lui fournissent ses puissants alliés a encouragé Israël à continuer de pratiquer cette politique en toute impunité.

La justesse inhérente à la cause palestinienne lui garantit la victoire finale. L'oppression exercée par Israël ne saurait étouffer la lutte héroïque menée par le peuple palestinien sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine. Le jour est proche où le peuple palestinien recouvrera son droit national à la création d'un Etat souverain qui lui soit propre dans sa patrie, la Palestine. Le Pakistan rend hommage au courageux peuple de la Palestine et l'assure de sa solidarité avec sa cause, qui est celle de la liberté.

Tant que les droits nationaux légitimes du peuple palestinien n'auront pas été rétablis, la communauté internationale, et particulièrement les Nations Unies, a le devoir sacré de soutenir la juste cause de ce peuple. L'adoption, par le Conseil de sécurité, de mesures énergiques, dans le sens où l'entend le Chapitre VII de la Charte, est devenue urgente et nécessaire si l'on veut contraindre Israël à entendre la voix de la raison et à se conformer aux résolutions et décisions

M. Bangulzai (Pakistan)

pertinentes des Nations Unies en vue d'une juste solution du problème. En attendant, il importe également que la protection des droits fondamentaux des populations arabes et palestinienne vivant sous occupation israélienne soit pleinement assurée.

Avant de terminer, j'aimerais dire aux fins du procès-verbal, que nous sommes profondément reconnaissants au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien du travail qu'il a fait sous la direction compétente et dévouée de son président, l'ambassadeur Massamba Sarré. Les activités entreprises par le Comité, y compris les séminaires, conférences et colloques organisés à l'intention des organisations non gouvernementales, contribuent à maintenir l'attention sur la tragédie du peuple palestinien et à mobiliser l'opinion publique internationale en faveur d'un juste règlement du problème.

M. TURKMEN (Turquie) (interprétation de l'anglais) : Cette année, le débat sur la question de Palestine, qui est l'élément central de la recherche de la paix au Moyen-Orient, se déroule avec pour toile de fond des espoirs croissants alternant avec des événements dramatiques, reflets du désespoir, des déceptions, de l'amertume et de la haine engendrés par 40 ans de conflit. Les peuples de la région et la communauté mondiale éprouvent tour à tour espoir et désillusion. Les divergences des intérêts et des manières de voir, non seulement des parties en conflit mais aussi, parfois, des progagonistes d'une même cause, ainsi que la complexité des relations des pays de la région et la participation hostile de pays extérieurs à la région, ne devraient pas nous dissimuler l'essentiel du problème, à savoir l'instauration de la justice et de la paix au Moyen-Orient par la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Si la situation d'ensemble au Moyen-Orient demeure de toute évidence instable et potentiellement dangereuse, on constate néanmoins une prise de conscience plus aiguë, du moins de la part de certaines des parties directement touchées, de la nécessité urgente de progresser vers un règlement négocié. Il semblerait qu'il soit plus largement admis que les moyens de régler le problème autrement que par une solution concertée sont trop dangereux aussi bien pour la région que pour le monde. Certes, des questions complexes restent à résoudre, mais la communauté internationale se plaît à croire qu'après bientôt 40 ans, nous sommes à présent sur le point de pouvoir entamer un processus susceptible d'ouvrir la voie à un règlement négocié, assurant la sécurité et une paix durable à toutes les parties concernées.

M. Türkmen (Turquie)

Les événements survenus au Moyen-Orient au cours des quatre dernières décennies ont montré qu'il n'y a pas de paix sans justice, et que l'impossibilité de parvenir à une solution globale qui s'attaque de manière efficace à tous les aspects du problème provoque l'insécurité, l'instabilité et d'immenses souffrances humaines. Nous sommes fermement convaincus que le moment est venu de s'efforcer résolument d'amener un changement de la situation dans la région, d'explorer toutes les possibilités existant à cet égard et d'appuyer fermement l'évolution vers un règlement juste et durable.

La Turquie a toujours porté un intérêt direct à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient, en raison tant de sa situation géographique et de son héritage historique que de ses liens spéciaux d'amitié avec les peuples et les pays de la région.

C'est donc avec consternation que nous constatons les immenses souffrances et les énormes pertes enregistrées sur les plans humain, politique et économique que les révoltes et les effets déstabilisateurs du conflit provoquent dans la région depuis bien trop longtemps. Les conséquences de ce conflit se font sentir au-delà des frontières du Moyen-Orient et ont de plus en plus tendu les relations internationales. Au fil des ans, de nouveaux éléments de tension sont venus aggraver la situation existant au départ, et le cycle de violence sans cesse accrue fait bien souvent obstacle à la recherche d'une solution du problème fondamental. Nous avons, dès le départ, profondément ressenti la tragédie du peuple arabe de Palestine et acquis la conviction qu'à moins que le peuple palestinien n'obtienne la place qui lui revient de droit sur la carte politique du Moyen-Orient, grâce à la reconnaissance et à l'exercice de ses droits inaliénables, il ne saurait y avoir de paix durable dans la région.

Nous n'avons jamais minimisé les difficultés d'un règlement pacifique. Mais nous croyons que des mesures énergiques devraient être prises si on veut les surmonter. Il est évident que la mise en oeuvre de telles mesures exigera de toutes les parties concernées qu'elles y contribuent de manière importante. Nous sommes convaincus que leurs véritables intérêts seraient bien mieux servis par la promotion de conditions favorables au dialogue et à la conciliation. Les actes qui font obstacle à la recherche d'un règlement pacifique et qui détournent l'attention de cet objectif essentiel doivent cesser, et le mouvement que l'on a vu se dessiner cette année en vue de jeter les bases et le cadre solides pour des négociations ne devrait souffrir aucun revers.

M. Türkmen (Turquie)

Il est nécessaire qu'un consensus s'établisse entre toutes les parties intéressées quant à leurs intentions et positions respectives à l'égard des méthodes susceptibles de mener à un règlement pacifique.

La courageuse initiative prise, en février dernier, par le Roi du Maroc et le président Arafat, de l'OLP, constitue, selon nous, un stimulant pour la recherche d'un règlement négocié. Compte tenu de l'importance et du sérieux de cette initiative, l'Accord jordano-palestinien du 11 février 1985 est apparu comme une possibilité à ne pas négliger. Une opposition à cet accord s'est immédiatement manifestée et des tactiques obstructionnistes ont, pendant des mois, compromis cet effort authentique en vue de la paix. Nous espérons que l'initiative jordano-palestinienne, au-delà des obstacles et des difficultés rencontrées les mois précédents, se révélera des plus positives.

De manière très éloquente le Roi du Maroc a, devant l'Assemblée, évoqué le sens de l'Accord jordano-palestinien. Il a déclaré :

"Nous sommes disposés à négocier, sous les auspices appropriés, avec le Gouvernement d'Israël, rapidement et directement, dans le cadre des principes fondamentaux des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Ces négociations doivent aboutir à l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil et résoudre tous les aspects du problème palestinien."

(A/40/PV.12, p. 17)

Le roi Hussein a également souligné la responsabilité des Nations Unies en ce qui concerne la question de Palestine et la crise du Moyen-Orient ainsi que le rôle des pays directement touchés par le conflit. L'Assemblée générale a renouvelé, l'année dernière, son appel pour la convocation d'une conférence de paix internationale sur le Moyen-Orient. Elle a également réaffirmé qu'un règlement juste et global de la situation au Moyen-Orient ne saurait être réalisé sans la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP.

Telles sont les questions fondamentales qui doivent être rapidement réglées de manière satisfaisante si l'on veut ouvrir la voie à un règlement négocié.

Le rôle des Nations Unies, pour ce qui est de la question de Palestine et du conflit arabo-israélien, n'a nul besoin d'être détaillé. Il est vrai que jusqu'à présent cette participation n'a guère donné de résultat mais les éléments permettant une solution juste et durable ont été définis dans le cadre des Nations Unies et il appartient aux parties intéressées de les concrétiser par des

M. Türkmen (Turquie)

mesures menant à un règlement global. Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport sur la situation au Moyen-Orient, l'appui des grandes puissances, et particulièrement de l'Union soviétique et des Etats-Unis, est indispensable à l'instauration d'une paix durable dans la région. Nous espérons que le dialogue amorcé entre ces deux pays se poursuivra et donnera une nouvelle impulsion aux efforts de paix au Moyen-Orient.

La position fondamentale de mon gouvernement en ce qui concerne le conflit du Moyen-Orient a été, ici même, soulignée à maintes reprises. La paix ne saurait être réalisée sans le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, sans la reconnaissance du droit à l'autodétermination du vaillant peuple palestinien de la manière qu'il aura choisie librement, sans le respect de son droit à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale et du droit de tous pays de la région à vivre en paix dans des frontières sûres et internationalement reconnues.

Il ne fait aucun doute qu'une telle paix ne pourra être réalisée que si Israël change radicalement d'attitude. Israël doit comprendre, notamment à la lumière de ses récentes expériences, que l'utilisation de la force ne peut, à long terme, que se retourner contre lui, que la communauté internationale dans son ensemble condamne et rejette ses pratiques et sa politique du fait accompli dans les territoires arabes occupés et qu'il ne peut maintenir indéfiniment sa politique actuelle égocentrique et intransigeante fondée sur une supériorité militaire et de soutien d'un seul pays au monde, qu'il n'a aucunement le droit de rechercher la sécurité en créant des conditions d'insécurité pour ses voisins et en menaçant la paix régionale et mondiale. Nous espérons que les dirigeants d'Israël comprendront enfin que l'intérêt véritable de leur pays requiert non pas le recours à la force et au défi de la communauté internationale mais un effort déterminé pour parvenir à la sécurité, au moyen de la paix et de la conciliation.

On ne peut sous-estimer les obstacles à surmonter pour parvenir à un règlement global de la situation au Moyen-Orient, qui doit également inclure la solution du problème palestinien. Mais il est également clair que tant qu'on ne sera pas parvenu à un accord, le Moyen-Orient continuera d'être source de tension, de conflit, de convulsion et de violence avec des répercussions s'étendant au-delà de la région et compromettant sérieusement les perspectives de paix et de sécurité internationales.

M. Türkmen (Turquie)

Le monde entier est donc concerné par une solution juste et durable du problème palestinien. Cette solution ne sera possible que si l'on fait table rase des préjugés, des attitudes rigides, des illusions et des intérêts mesquins. Alors seulement, progressivement, une convergence de vues et d'intérêts pourra se dégager dans l'intérêt de la paix dans la région et dans le monde entier.

La séance est levée à 13 h 20.